

Les intellectuels

A la mémoire de mon ami Abderrahmane Zakad, l'officier du Malg, l'intellectuel errant et le libertaire du roman algérien, décédé le 6 juillet 2016 après avoir essuyé, à la fin de sa vie, les pires vilénies de la part des camelots de l'inculture.

En dehors de quelques textes plus polémiques que théoriques, il est difficile de trouver des ouvrages, des études ou des recherches, à part entière, par lesquels les intellectuels algériens ont fait, par le passé, ou font, aujourd'hui, connaître leurs idées sur l'Armée nationale populaire et la représentation qu'ils en ont eu, ou en ont, ainsi que nombre de leurs homologues arabes-Anwar Abdelmalek, Abdallah Laroui ou Hassen Ryad, le pseudonyme collectif emprunté par des

avaient ou ont de l'avenir du pays, l'une grandie dans la culture de la liberté de dire et de faire, l'autre dans celle de l'autorité et de l'ordre.

Dans le but, vraisemblablement, de faire pièce à une lecture moins stéréotypée et moins lacunaire de cette réalité indéniable, l'Histoire officielle a dressé, avant et après 1956, un réquisitoire injuste à l'encontre des intellectuels et des étudiants du Mouvement national présentés dans la position d'attentistes hésitant à se prononcer sur le processus du déclenchement de la Révolution armée alors que tout le monde savait – et les écrits des dirigeants de l'AEMAN l'attestent – que les élites algériennes ici ou à l'étranger, avaient pris, clairement, option pour l'insurrection armée et s'étaient, très tôt,

Mai 1956, à rejoindre le maquis. Dans les phases qui suivirent, l'élimination physique de Abane Ramdane dut obéir au même alibi – collusion avec l'ennemi – que de nombreux chefs politico-militaires brandirent lorsqu'il fallut se débarrasser des têtes qui dépassaient du rang et qui – hasard ou préméditation, se recrutaient, en majorité, parmi les éminences grises.

A ces déviations assumées au nom de «la pureté de la Révolution» que pouvaient opposer les Abbas, les Lotfi et leurs pairs qui, voulaient faire avancer les idées modernistes au moyen desquels ils espéraient faire reculer les contre-valeurs féodales du tribalisme et du charlatanisme, produites pour un usage perpétuel ?

«Les militants en armes» selon l'expression du Président Houari Boumediène lui-même fils de paysans, avaient eu le dernier mot, eux qui portaient un regard soupçonneux sur tout ce qui rappelait le colonialisme, et encore plus sourcilieux lorsqu'il fallait statuer sur le contenu idéologique de ce «fumeux» butin de guerre qu'étaient la langue et la culture françaises.

Vice-versa, les intellectuels, accusés d'être des agitateurs propagandistes, vivaient mal leur éviction des centres de direction, prenant de haut les chefs paysans, dépourvus, selon eux, des armes conceptuelles indispensables à la construction du futur Etat national.

Et ce qui n'était qu'animosité, née de la confrontation entre ambitions et projets et de rapports de force imposés par le terrain se transforma en hostilité ouverte à la faveur des événements majeurs dont l'Algérie post-indépendance accusa le coup, dans une fuite en avant qui faillit coûter au peuple algérien une liberté toute neuve, chèrement acquise.

Trois d'entre eux mirent, directement, aux prises militaires et intellectuels.

Le premier, le coup d'Etat du 19 juin 1965, ralluma les conflits de légitimité et les divergences doctrinales qui empoisonnèrent la lutte armée et l'accession à la souveraineté. Parmi les premières décisions prises dans le sillage de cet événement, figura la répression des hommes de culture ainsi que des étudiants et de leur organisation – l'Unea héritière de l'Ugema

Par Badr'Eddine Mili



construction d'un «Etat survivant aux événements et aux hommes» promise par la proclamation du 19 Juin, malgré le ralliement arraché par Abdelaziz Bouteflika et Mohand Oul-Hadj, membres du Conseil de la Révolution aux étudiants, réunis, quelques mois plus tard, à la salle Atlas à Alger.

• Ce n'est que le 5 juin 1967, jour de la débâcle des armées égyptienne, syrienne et jordanienne que les intellectuels et les étudiants reprirent langue avec le «Pouvoir Révolutionnaire» et demandèrent à être mobilisés au sein de l'ANP pour partir au front, combattre l'agression israélienne. Sortis de l'Université dans une manifestation qui se dirigea vers le consulat américain, situé à la rue Asselah-Hocine, instantanément, incendié, ils exigèrent de Nasser de revenir sur sa démission décidée en même temps que le suicide du maréchal Ameur, chef d'une armée privée de ses MIG cloués au sol, démantelée et mise en déroute.

Le Président Boumediène lança, à ce moment-là, dans un discours volontariste, son fameux «vaincre ou mourir» adressé au bikbachi qui avait déclaré que «cette bataille n'était pas la bataille d'une personne ni celle d'une armée, mais qu'elle était la bataille de tout un peuple et de

politologues et des écrivains égyptiens, pour ne citer que ceux-là – en avaient pris la responsabilité, dans les années 1970, pour traiter de l'armée égyptienne, en particulier, via la Révolution de juillet 1952, puis la défaite du 5 juin 1967⁽¹⁾.

D'où vient cette réticence que les élites de notre pays manifestant au sujet de l'armée au point de s'autocensurer ou d'aborder la question sous des formes elliptiques et, quelque part, craintives alors que les périodes pré et post-indépendance fourmillent de faits et d'événements au centre desquels s'était retrouvée cette institution, offrant à la réflexion et à l'analyse une matière inépuisable ?

Il existe, certainement, des raisons plausibles qui expliquent cette attitude et qui prennent leurs racines, à y voir d'un peu plus près, dans l'Histoire lointaine de Mouvement national et de la Révolution armée aussi bien que dans des épisodes plus proches de nous.

Avant de chercher à savoir pourquoi – inaccessibilité aux sources, filiosité, peur de représailles ? – les intellectuels algériens comptent peu d'écrits à leur actif sur un sujet devenu, par la force des choses, tabou, il serait plus indiqué d'analyser les ressorts historiques à l'origine d'une telle réserve, autrement dit, la nature et les formes des relations qu'ils ont entretenues et qu'ils entretiennent avec ce que l'on considère, de nos jours, comme l'institution – phare du régime du pays et, même plus, la pierre angulaire de l'Etat-national et l'arbitre suprême des conflits, anciens ou à venir, surgis ou à surgir à propos de la gouvernance politique et des grands équilibres de la société.

La première remarque qui interpelle est que ces relations furent, longtemps, marquées du sceau d'une méfiance réciproque, épidermique, pas de celle qui a cours dans certains pays démocratiques où, en général, les intellectuels passent pour être plus objecteurs de conscience qu'autre chose, et les militaires pour être, par préjugé ou complexe, hostiles aux hommes de pensée, mais de celle puisée dans la distance entre deux entités séparées par les origines sociales et aussi par les représentations politiques qu'ils

démarquées du messalisme dans lequel elles voyaient un frein à la mise en œuvre du projet indépendantiste.

La question de fond que personne n'avait, cependant, explicitement, posé était celle-ci : les élites étaient-elles, sociologiquement et historiquement, éligibles, dans les conditions qui prévalaient dans les années 1940-1950, à la direction du soulèvement populaire quand on sait que le choix de la guérilla arrêté par le MTLD et l'OS et confirmé par les 22 et les 6 posait un principe incontournable : par sa densité démographique, son potentiel de révolte et ses territoires – base d'attaque et de repli – seule la paysannerie possédait, objectivement, les moyens de fournir les contingents et la logistique dont l'ALN naissante avait besoin.

Et c'est ainsi que, peut-être, sans le vouloir, expressément, les populations rurales avaient acquis, sur le terrain, par les immenses sacrifices humains et matériels consentis, le statut de force dirigeante de la Révolution ayant son mot à dire sur les grandes questions comme sur les petites.

Il en découla le fait que les wilayas opérationnelles dirigées par les chefs de la paysannerie prirent le pas sur les élites intellectuelles, d'origine urbaine, pourtant, mieux outillées idéologiquement, pour faire hisser la Révolution à un stade supérieur à la jacquerie et lui donner la perspective socio-historique qui lui manquait et que Larbi Ben M'hidi et Abane Ramdane, représentants de cette composante éclairée, s'étaient employés à formuler avec brio au congrès de la Soummam ; congrès dont on sait ce qu'il en advint après que les colonels de l'ALN, réunis en conclave, quelques temps plus tard, au Caire, eurent abrogé ses résolutions iconoclastes.

La méfiance et les concurrences qui n'étaient que diffuses et feutrées, limitées au seul cercle des initiés, s'accrochèrent et se généralisèrent et le fossé qui séparait les uns des autres se creusa, prenant des dimensions plus dramatiques avec les coupes sombres provoquées par la bleuite dans les rangs des universitaires et des lycéens appelés par l'Ugema, le 19

«Les militants en armes» selon l'expression du Président Houari Boumediène lui-même fils de paysans, avaient eu le dernier mot, eux qui portaient un regard soupçonneux sur tout ce qui rappelait le colonialisme, et encore plus sourcilieux lorsqu'il fallait statuer sur le contenu idéologique de ce «fumeux» butin de guerre qu'étaient la langue et la culture françaises.

– opposés au pronunciamiento. De nombreux militants auxquels collait l'infamante «allégeance» au socialisme scientifique, furent incarcérés et torturés de la même façon que le fut leur chef Houari Mouffok, le premier président de l'Union⁽²⁾. Boumediène expliqua ces mesures par la nécessité de protéger la Révolution, de la remettre sur les rails en la recentrant sur les constantes nationales en désaveu des concepts et des expériences importés de l'Est, une des raisons de la brouille du «Pouvoir révolutionnaire» avec l'Union soviétique et Cuba. La hache de guerre déterrée, l'action contestataire estudiantine persista, deux années durant, gênant le projet de

toute une Nation⁽³⁾. Immédiatement, des centaines d'étudiants affluèrent vers les casernes et entamèrent leur formation militaire, jetant, pour la première fois depuis l'indépendance, un pont de fraternité en direction d'une ANP au contact de laquelle ils découvrirent les qualités d'une grande école d'engagement.

A l'instruction menée, tambour battant, ils répondirent par une action de communication qui permit de lever des hypothèses et de conquérir la compréhension des officiers et des hommes de troupe, ce qui réussit à dégager les termes d'un dénominateur commun, base d'une relation envisagée, des deux côtés, comme un investissement d'avenir⁽⁴⁾.